



## En 2012, le taux de croissance de l'économie belge devrait s'établir à 0,1%

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie.

### Croissance légèrement négative de l'activité économique dans la zone euro...

Depuis l'été 2011, l'évolution de la conjoncture européenne est largement influencée par les développements de la crise de la dette et par les décisions prises par les chefs de gouvernement européens pour y remédier. La méfiance des marchés vis-à-vis de la situation financière de certains Etats membres et les craintes d'une nouvelle crise bancaire se sont exacerbées à l'automne dernier. Le climat de crise persistante a sapé la confiance des entrepreneurs et des consommateurs. Cette perte de confiance, conjuguée à la politique budgétaire restrictive menée par les Etats membres et au cours élevé du pétrole, devrait se traduire par une croissance négative du PIB de la zone euro au quatrième trimestre 2011 et au premier trimestre 2012.

Depuis le début 2012, les tensions sur les marchés monétaires et obligataires de la plupart des pays de la zone euro se sont quelque peu apaisées, grâce notamment à l'octroi de crédits supplémentaires de la BCE aux banques. Ceci devrait contribuer au redressement lent et progressif du PIB européen qui semble se dessiner, comme en atteste l'évolution positive toute récente d'un certain nombre d'indicateurs de confiance. Dans l'hypothèse où la crise de la dette ne s'aggrave pas, l'activité économique de l'ensemble de la zone euro pourrait accélérer légèrement à partir du deuxième semestre. Néanmoins, sur base annuelle, la croissance du PIB de la zone euro devrait être légèrement négative en 2012 (-0,3%), ce qui constitue une forte révision à la baisse par rapport à nos prévisions de septembre (1,2%).

De très nombreuses incertitudes entourent le scénario décrit ci-avant, au premier rang desquelles figure une nouvelle hausse de la volatilité des marchés financiers. Ceci aurait en effet pour conséquence de gonfler le coût de financement des pouvoirs publics, d'affecter la situation financière des banques et de miner la confiance générale. Un tel scénario compromettrait le redressement progressif des économies européennes, ce qui

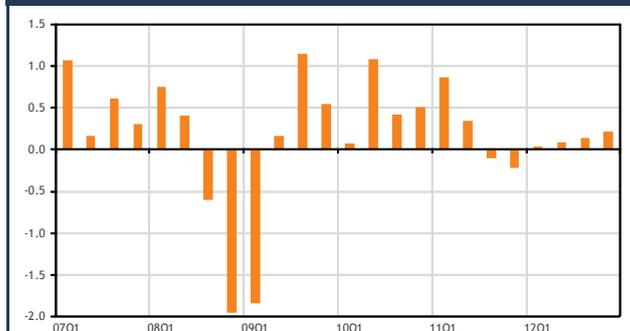
engendrerait un recul plus net que prévu de l'activité économique en 2012.

### ... se traduisant par une croissance pratiquement nulle de l'économie belge en 2012

L'économie belge a encore affiché un taux de croissance soutenu (0,9%) au premier trimestre 2011, mais a ensuite connu un net ralentissement dans le sillage de la conjoncture internationale. Ainsi, la croissance a été timide au deuxième trimestre (0,3%) avant de se replier légèrement au second semestre. Sur base annuelle, la croissance économique belge a atteint 1,9%.

En 2012, la croissance trimestrielle de l'économie belge devrait demeurer très modeste compte tenu de la reprise très graduelle de la conjoncture européenne et des mesures de consolidation budgétaire décidées par le gouvernement fédéral. L'activité économique devrait se stabiliser au premier trimestre et ensuite renouer avec une faible croissance tirée par les exportations (jusqu'à 0,2% au quatrième trimestre). Sur base annuelle, la croissance économique ne devrait pas dépasser 0,1% en 2012.

Croissance trimestrielle du PIB belge en volume  
*Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires*



Au premier trimestre 2011, les exportations belges ont encore sensiblement progressé. Par contre, elles ont baissé durant le reste de l'année suite au repli des débouchés extérieurs. En 2012, les exportations de-

vraient progressivement repartir à la hausse, mais compte tenu d'un point de départ défavorable, leur croissance annuelle devrait se limiter à 0,5%, contre 5% en 2011. En 2011 et 2012, le cours élevé du pétrole et la croissance limitée des exportations dégradent nettement le solde des opérations courantes de la balance des paiements, celle-ci enregistrant un déficit courant de 1% du PIB en 2012.

En 2011, le revenu disponible réel des ménages a augmenté de 1,2%. L'évolution du pouvoir d'achat a été soutenue par la progression de l'emploi et la hausse relativement limitée du produit (net) de l'impôt des personnes physiques (accélération de l'enrôlement). La perte de confiance des consommateurs a entraîné une hausse du taux d'épargne jusqu'à 16,5%. La croissance de la consommation privée n'a par conséquent pas dépassé 0,8%. Cette année, la faible conjoncture et les récentes mesures budgétaires devraient se solder par une baisse du revenu disponible réel des ménages de 1%. En outre, le contrecoup de l'enrôlement accéléré en 2011 aurait un important effet à la hausse sur le produit (net) de l'impôt des personnes physiques de 2012. La baisse de la consommation privée se limiterait toutefois à -0,1%, la diminution du revenu étant absorbée par une réduction du taux d'épargne.

Les investissements des entreprises ont enregistré une croissance dynamique jusqu'à la mi-2011. La croissance économique soutenue a eu un effet positif sur la rentabilité des entreprises et le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie a dépassé sa moyenne de long terme au cours du premier semestre 2011. Ces bonnes performances enregistrées lors du premier semestre ont permis à la croissance annuelle des investissements des entreprises d'atteindre 8,8% en 2011, et ce alors qu'au cours du second semestre, les investissements ont marqué le pas, parallèlement au ralentissement des perspectives de débouchés extérieurs. Au cours de l'année 2012, la croissance des investissements des entreprises devrait légèrement s'accélérer, à l'instar de l'activité économique. Sur base annuelle, elle ne dépasserait toutefois pas 0,9%.

Après une courte période de reprise en 2010, les investissements des ménages dans l'immobilier résidentiel ont de nouveau chuté (-3,7%) en 2011. Les effets favorables de la baisse temporaire de la TVA – pour les projets introduits avant avril 2010 – se sont en effet estompés, les taux des prêts hypothécaires ont progressivement été relevés et les incertitudes sur le plan économique ont miné la confiance des ménages. En 2012, ces facteurs, cumulés à une évolution défavorable du revenu disponible, devraient entraîner un nouveau

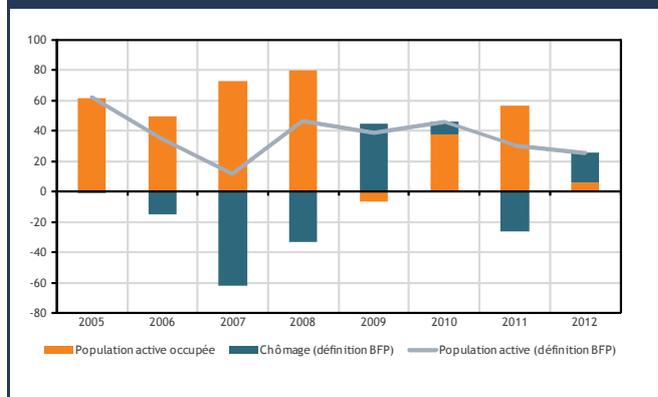
recul des investissements en logements (-3,2%).

Cette année, la croissance en volume de la consommation publique devrait se limiter à 0,9%. En revanche, les investissements publics progresseraient de près de 12% en raison des investissements effectués par les pouvoirs locaux à l'approche des élections communales et provinciales de l'automne prochain et par le pouvoir fédéral.

## Emploi

L'emploi intérieur a fortement progressé dans le courant de l'année 2010 et au cours du premier semestre 2011. Cette évolution favorable explique la forte croissance nette de l'emploi (de 56 200 unités en moyenne) en 2011. Les créations d'emploi se sont ensuite enrayerées à partir de la mi-2011 vu la faible conjoncture, et ne devraient se redresser que légèrement dans le courant de cette année. Dès lors, en 2012, les créations d'emploi n'atteindraient que 6 400 unités en moyenne. Sur la période 2011-2012, environ un quart des créations nettes d'emploi serait attribuable à la progression du nombre d'emplois titres-services.

Evolution de la population active occupée et du chômage  
*Variations en milliers*



En 2011, l'emploi a progressé plus rapidement que la population active ; le nombre de chômeurs a ainsi diminué de plus de 26 000 unités en moyenne. Cette année, il devrait par contre augmenter de 19 400 unités. En conséquence, le taux de chômage harmonisé d'Eurostat passerait de 7,2% en 2011 à 7,5% en 2012.

## L'inflation ralentit quelque peu en 2012 et s'établit à 2,7% en moyenne

L'inflation belge, mesurée sur la base de la croissance à un an d'intervalle de l'indice national des prix à la consommation, s'est établie à 3,5% en moyenne en

2011. Cette accélération de l'inflation était en grande partie due aux hausses de prix des produits énergétiques, elles-mêmes résultant d'un pétrole plus cher. De plus, la hausse des prix des matières premières, qui se répercute avec un certain retard sur les prix des autres biens et services, a alimenté l'inflation sous-jacente.

Le cours du baril de Brent est actuellement inférieur à son niveau record de la fin avril 2011 et il devrait encore fléchir selon les cotations actuelles sur les marchés à terme. Par conséquent, les prix à la consommation des produits énergétiques devraient augmenter moins vite en 2012 qu'en 2011. D'autre part, l'inflation sous-jacente devrait s'accélérer cette année et atteindre 2,2% en moyenne (contre 2% en 2011) et certaines

mesures budgétaires pourraient alimenter l'inflation (de 0,2 point de pourcentage). Au final, la progression des prix à la consommation devrait légèrement fléchir pour s'établir à 2,7% en moyenne.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution des prix de l'essence et du diesel, atteindrait également 2,7%. L'indice pivot pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (119,62) serait dépassé en octobre 2012.

Pour plus d'informations:  
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

### Chiffres clés pour l'économie belge Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires

	2009	2010	2011	2012
Dépenses de consommation finale des particuliers	0,8	2,5	0,8	-0,1
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0,8	0,2	0,9	0,9
Formation brute de capital fixe	-8,1	-0,7	5,4	0,7
Dépenses nationales totales	-2,4	1,2	2,1	0,3
Exportations de biens et services	-11,2	9,9	5,0	0,5
Importations de biens et services	-10,7	8,7	5,4	0,7
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0,5	1,1	-0,2	-0,2
Produit intérieur brut	-2,8	2,3	1,9	0,1
Indice national des prix à la consommation	-0,1	2,2	3,5	2,7
Indice santé	0,6	1,7	3,1	2,7
Revenu disponible réel des particuliers	2,9	-0,5	1,2	-1,0
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	18,4	16,2	16,5	15,7
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	-7,6	37,0	56,2	6,4
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7,9	8,3	7,2	7,5
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-1,7	1,5	-0,4	-1,0
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	139,3	132,7	139,2	131,5
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	1,2	0,8	1,4	0,9
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	3,9	3,4	4,2	3,8